

**RELIGIONS** Un livre présente les intrications entre bouddisme zen et physique quantique. Entretien. **13**

**ANALYSE** La crise ukrainienne est-elle l'échec de trop pour une ONU devenue obsolète? **14**

le **MAG** Les mutations de l'industrie du disque ont fait évoluer les modèles de rémunération des artistes. **19**

# WEEK-END

SOLIDARITÉ  
11  
LE COURRIER  
VENDREDI 20 MAI 2022

Dominique Rossier, nouvelle présidente de la Fédération genevoise de coopération, a pour ambition de renforcer la collaboration entre les associations de solidarité internationale et le monde académique

## La coopération allie action et réflexion

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BENITO PEREZ

**Genève** ► C'est une nouvelle ère qui débute pour la Fédération genevoise de coopération (FGC). Le «politique» René Longget a laissé fin mars la présidence de la faïtière cantonale des associations de développement à l'experte Dominique Rossier, à la longue expérience de terrain et de recherche. Juriste et urbaniste de formation, spécialiste des processus participatifs, la Genevoise a été coopérante dans le Sahel avant de bifurquer vers le monde universitaire. Elle est aujourd'hui responsable du master en politiques et pratiques du développement pour l'Afrique francophone à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID). Un CV qu'elle entend mettre à profit au sein de la FGC pour renforcer les interactions entre réflexion et action, entre expérience de terrain et expertise scientifique.

**Vous êtes chargée de cours en développement à l'IHEID et active de longue date à la faïtière genevoise des associations de coopération (FGC). Comment voyez-vous votre apport à la présidence de cette dernière?**

**Dominique Rossier:** La nécessité d'intégrer à la fois l'action, la recherche et l'enseignement a marqué, dès l'origine, mon parcours universitaire et explique mon engagement en parallèle au sein de la FGC. Cette approche sur trois piliers est aussi celle de nombreux de mes collègues, à l'IHEID comme à l'IUED<sup>1</sup>, c'est pourquoi je me suis toujours sentie à l'aise dans ces instituts. Comme moi, de nombreuses personnes actives au sein des organisations membres de la FGC sont également passées par ces instituts. Je rappelle que l'IUED est l'un des membres fondateurs de la FGC et a été très actif lors de sa mise en place. Ce lien n'a jamais été rompu mais il est vrai que depuis la fusion, il y a eu un ralentissement des activités communes. La volonté de la FGC, qui rejoint celle de la direction actuelle de l'IHEID, est de redynamiser et consolider ce partenariat entre deux institutions qui ont des valeurs communes de solidarité et de respect de la diversité. Nous avons d'ailleurs commencé par réactualiser le protocole d'accord liant les deux institutions.

**Comment cette relation se traduit-elle concrètement?**

Par exemple, nous organisons des conférences communes, comme celle que nous mettons sur pied mardi prochain<sup>2</sup> sur l'articulation entre aide huma-



Dominique Rossier est responsable du master en politiques et pratiques du développement pour l'Afrique francophone de l'IHEID. DAVID WAGNIÈRES

nitaire et coopération au développement, où nous associons des étudiants et étudiantes, des chercheurs et des membres d'organisations de la FGC, dont plusieurs sont confrontés à cette question sur le terrain: jusqu'où les ONG de développement peuvent-elles sortir de leur domaine de compétence propre, comment se coordonner avec les acteurs spécialisés, etc. La question est ancienne mais recouvre une vraie actualité au vu des situations de crise que traversent certaines zones où la coopération est active, comme le Sahel, l'Afghanistan, la Colombie... Il s'agit donc de donner des outils aux ONG qui s'interrogent sur le soutien d'urgence, par exemple alimentaire, qu'elles pourraient être amenées à apporter dans certains pays d'Afrique, à la suite des pénuries engendrées par la guerre en Ukraine. Et dans le sens inverse, comment les ONG de développement peuvent-elles inspirer les pratiques des humanitaires confrontés à la pérennisation de leur intervention. L'important étant de dépasser les chapelles et de travailler à partir des besoins et des moyens.

L'idée de ce partenariat renouvelé entre les deux institu-

**«J'ai le souci de maintenir un équilibre entre des organisations de taille et d'opinions différentes, tout en gardant nos valeurs et notre label de qualité»**

Dominique Rossier

tions est d'identifier où l'IHEID peut enrichir les pratiques des associations mais aussi de voir comment ces dernières peuvent stimuler et nourrir la recherche. Ainsi, dans notre enseignement, nous nous appuyons beaucoup sur des études de cas inspirés de projets de la FGC, afin de passer de la théorie à la pratique.

**Quelle présidente de la FGC voulez-vous être: vous sentez-vous d'abord la représentante publique du**

**mouvement genevois de la coopération ou plutôt comme quelqu'un qui doit l'accompagner, le gérer?**

A l'échelle de la FGC, je veux être la représentante de la coopération dans toute sa diversité. J'ai le souci de maintenir ce pluralisme, avec des organisations de taille, de force et d'opinions différentes, tout en gardant nos valeurs et notre label de qualité. Nous devons notamment accueillir d'autres organisations qui peuvent avoir des besoins d'accompagnement pour s'adapter à l'évolution et aux exigences actuelles de la coopération: celle-ci se professionnalise; on doit être capable de démontrer des résultats et pour cela, il faut disposer d'outils de gestion permettant de les mesurer; et les exigences en termes de communication ont également explosé.

En son sein, la Fédération regroupe une diversité d'ONG de par leur mode de fonctionnement (bénévoles ou salariés), le nombre de projets suivis et le volume financier sous gestion. Notre rôle est de soutenir l'ensemble de nos organisations membres quel que soit leur profil, y compris celles qui mettent en œuvre de petits

projets qui peuvent avoir une très grande pertinence.

**L'exigence de résultats n'est-elle pas devenue trop envahissante dans l'aide au développement?**

Le débat existe. Les rapports sont souvent jugés chronophages, coûteux. A la FGC, nous sommes attentifs à ce défi. Montrer des résultats, dans une coopération qui bénéficie de fonds publics, c'est important. Mais il y a plusieurs façons de le faire. Les données quantitatives n'apportent pas à elles seules des éléments pertinents. On peut aussi décrire les processus, expliquer la démarche, quels sont les objectifs, les difficultés rencontrées, etc. Il ne s'agit pas de démontrer que tout va bien, mais également de comprendre les obstacles au bon déroulement d'un projet! Dans les formations données à nos membres, nous insistons beaucoup pour que les rapports de suivi de projets présentent les forces des partenaires de terrain, les réussites mais aussi les risques de ne pas atteindre tous les objectifs.

**L'inclusion des populations locales dans la réalisation des projets de développement est un de vos sujets de préoccupation et une ancienne préoccupation de la FGC.**

**Est-elle toujours la panacée?**

Toutes nos organisations membres travaillent avec des partenaires sur le terrain, eux-mêmes en lien direct avec les bénéficiaires. La participation des partenaires locaux à la conception et à la réalisation des projets est capitale: ce sont eux qui connaissent les besoins des populations locales. Avec ces dernières, la participation est importante mais elle n'est pas toujours facile. Il s'agit de surmonter un certain nombre d'écueils: le réalisme des demandes, les limites budgétaires, le cadre légal et la divergence d'intérêts des parties prenantes. Les processus participatifs sont incontournables pour réaliser de bons projets, mais ils doivent être conduits de manière très professionnelle. Imposer un projet sans concertation, cela ne marche pas.

**Traditionnellement, la coopération au développement privilégie les zones rurales, paysannes. Or, aujourd'hui la majorité de la population vit en ville. Le défi de l'aménagement du territoire est immense. Qu'en pensez-vous, vous qui êtes urbaniste de formation?**

C'est vrai, le défi est immense. Mais parmi les organisations membres de la FGC, plusieurs d'entre elles travaillent en milieu urbain, sur des questions d'accès au logement décent, de gestion

des déchets et de potagers urbains, par exemple. Dix pourcents des projets soutenus en 2021 s'inscrivent dans l'ODD 11 (*Objectif du développement durable, Villes et communautés durables*). Ces réalisations pourraient être source d'inspiration.

**L'aide au développement intervient dans des pays qui possèdent leurs propres ressources. Ne devrait-elle pas se soucier davantage de renforcer les acteurs sociaux et politiques du Sud capables de mobiliser ces richesses, plutôt que de travailler par projets?**

Nous le faisons déjà! Nous avons des organisations qui travaillent beaucoup sur le plaidoyer. Faut-il le faire davantage? Je trouve l'équilibre actuel satisfaisant. La coopération a toujours une dimension politique et les associations sont invitées à s'interroger sur la dynamique institutionnelle à l'œuvre autour de leur projet.

**Face à un canton de Genève qui s'enrichit largement sur le dos des pays en développement mais ne respecte pas sa propre loi attribuant le 0,7% de son budget à la solidarité, la FGC ne devrait-elle pas parler d'une voix plus forte?**

Nous publions tous les cinq ans des statistiques qui détaillent l'engagement des collectivités publiques genevoises dans la solidarité internationale et documentent l'évolution du 0,7%. Lors de la présentation de la 8<sup>e</sup> édition, l'automne dernier, nous avons regretté que le pourcentage accordé à la solidarité internationale par le canton reste stable.

Notre périmètre d'expertise est la coopération au développement et ses conditions cadre. Notre travail est de soutenir nos organisations membres dans la réalisation de leurs projets et de sensibiliser le public genevois à l'importance de la coopération, à la nécessité d'être solidaire.

Nous devons convaincre tous les acteurs, quel que soit leur bord. C'est ce que je vais continuer à faire dans la lignée de mes prédécesseurs. I

<sup>1</sup> L'Institut universitaire d'études du développement (IUED) a fusionné avec l'Institut universitaire de hautes études internationales en 2008 pour devenir l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement (IHEID ou Graduate Institute).

<sup>2</sup> Dès 18h30, à l'auditorium Ivan Pictet (IHEID, ch. Rigot 2 ou on-line). Participeront sa directrice Marie-Laure Salles, Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, Jacques Forster, professeur honoraire de l'IHEID, ancien vice-président du CICR, Derek Müller, chef de division à la DDC, Oliver Jütersonke, directeur de recherche au Centre sur les conflits, le développement et la construction de la paix (CCDP), et Dominique Rossier. Inscription sur <https://fgc.federeso.ch>.

Après la reconnaissance américaine, Rabat mise sur l'Europe pour faire avancer son initiative d'autonomie

# Lobbying autour du Sahara occidental



VINCENT BRAUN

**Territoire** ▶ Le dossier du Sahara occidental empoisonne toujours les relations entre le Maroc et l'Algérie. Les deux frères ennemis du Maghreb s'opposent depuis près de cinquante ans sur l'avenir de ce territoire désertique au sud-ouest du Maroc, une ancienne colonie espagnole que l'ONU considère comme un «territoire non autonome» en attente d'un statut final.

Le Maroc, qui occupe militairement et administre (sans reconnaissance onusienne) plus de trois quarts du territoire, propose depuis 2007 une large autonomie sous sa souveraineté pour ce qu'il appelle ses «provinces du Sud». De son côté, le représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario, soutenu par l'Algérie et qui a fondé une République arabe sahraoui démocratique (RASD), demande toujours un référendum d'autodétermination, prévu en 1991 lors de la conclusion d'un accord de cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU mais qui n'a jamais pu être organisé en pratique.

## Deal des Etats-Unis

Depuis l'été dernier, les deux voisins maghrébins ne se parlent plus, Alger ayant rompu ses relations diplomatiques avec



Manifestation pour l'autodétermination du peuple sahraoui en mars dernier à Madrid, en réaction à la prise de position du gouvernement espagnol en faveur du plan d'autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine. KEYSTONE

Rabat. Une attitude qui fait suite à la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, en monnaie d'échange de la normalisation, en décembre 2020, entre le Royaume chérifien et Israël. Depuis lors, Alger n'en finit pas de ravalier sa colère, allant jusqu'à couper le gazoduc Maghreb-Europe en octobre dernier. Le Maroc, lui, s'est senti pousser des ailes et s'est lancé dans une vaste campagne diplomatique visant à rallier des pays européens à la cause de son plan d'autonomie.

Fin mars, renforcé par la visite de son homologue américain Antony Blinken, le chef de la diplomatie marocaine Nasser

Bourita a invité l'Europe à «sortir de la zone de confort dans laquelle des gens soutiennent seulement un processus sans soutenir une solution» et à suivre la voie tracée par les Etats-Unis.

## Le plan marocain est «la base la plus crédible pour résoudre le conflit»

José Manuel Albares

Cet appel a déjà été anticipé le 18 mars par l'Espagne: le chef de la diplomatie espagnole

José Manuel Albares a affirmé que le plan d'autonomie marocain constituait «la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend». Un revirement confirmé le 7 avril par le premier ministre Pedro Sanchez lors de sa visite au Maroc. Cette déclaration a mis un terme à la brouille diplomatique entre Rabat et Madrid. Elle avait débuté en avril 2021 lorsque l'Espagne avait accueilli le chef du Front Polisario, Brahim Ghali, afin qu'il puisse bénéficier des soins hospitaliers après avoir contracté le Covid-19.

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune, pour qui «l'ONU considère que l'Espagne est la puissance administrante tant qu'il n'y a pas de solution au Sahara occidental», a estimé le 23 avril que ce revirement espagnol était «inacceptable moralement et historiquement».

En mars, l'Allemagne et le Maroc ont aussi annoncé «entamer un nouveau dialogue afin de surmonter les malentendus dans leurs relations». Le 5 jan-

vier déjà, le président allemand Frank-Walter Steinmeier déclarait au roi Mohammed VI que le plan marocain d'autonomie pour le Sahara constituait un «effort sérieux et crédible» et «une bonne base pour parvenir à une solution» à ce dossier. Un gage suffisant pour Rabat, même si M. Steinmeier précisait que l'Allemagne «soutenait depuis de nombreuses années le processus des Nations Unies en faveur d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable pour toutes les parties». Un avis repris dans la foulée par la France et confirmé encore dimanche dernier par le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell.

«Le conflit, plutôt gelé militairement en dépit de la montée des tensions ces derniers mois, s'est déplacé dans l'arène internationale. Chaque acteur recherche des relais politiques», observe un spécialiste français de la politique internationale africaine. «Cette stratégie s'est d'ailleurs déjà concrétisée par la

réintégration du Maroc dans l'Union africaine, institution dans laquelle l'Algérie avait une influence ancienne et forte», poursuit-il.

## Cinquante ans après

Le Maroc rêve certainement de pouvoir célébrer sa souveraineté effective sur le Sahara occidental pour les 50 ans de sa «libération» par le colonisateur espagnol, en 1975. Quitte à mettre la pression en jouant la carte de la régulation migratoire ou à opérer par séduction en vantant ses atouts en matière de ressources, qu'il s'agisse de ses eaux poissonneuses ou de ses énergies renouvelables. La guerre en Ukraine lui laisse à cet égard un boulevard.

LA LIBRE BELGIQUE/PFY

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE  
ENGAGE

VILLE DE  
GENÈVE

LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR  
LES POSTES SUIVANTS:

**JURISTE à 50%** au Service culturel (SEC)

**RESPONSABLE DE L'UNITÉ DES PUBLICS ET DE L'ÉDUCATION** au Musée d'art et d'histoire (MAH)

Pour plus de détails concernant ces annonces: [www.ville-geneve.ch](http://www.ville-geneve.ch)

### Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: [www.ville-geneve.ch](http://www.ville-geneve.ch). Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi. Les postes sont ouverts à toute personne titulaire d'un permis ou d'une autorisation de travail valable.

## FRONT POLISARIO: UN DEMI-SIÈCLE DE COMBAT POUR LE PEUPLE SAHRAOUI

Le lobbying intense mené par le Maroc pour faire accepter son plan d'autonomie du Sahara occidental sous sa souveraineté, quinze ans après l'échec des négociations menées sous l'égide de l'ONU, n'intervient pas par hasard. En 2025, cela fera tout juste 50 ans que l'ancienne colonie espagnole aura été «libérée». Pour Rabat, il est grand temps de régler un problème qui a déjà trop duré. Le Maroc a revendiqué le Sahara espagnol dès son indépendance en 1956, d'abord dans l'idée de reconstruire un «Grand Maroc» historique. Mais c'était sans tenir compte des aspirations indépendantistes du peuple sahraoui. En 1973, après l'échec d'un premier Mouvement de libération du Sahara, est fondé le Front Polisario. L'armée espagnole est prise pour

cible. L'année suivante, l'Espagne annonce la tenue d'un référendum d'autodétermination, mais le roi du Maroc s'y oppose. En novembre 1975, Hassan II appelle le peuple marocain à entreprendre une longue «Marche verte» pacifique vers le sud, un événement sans précédent dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, qui va rassembler 350 000 volontaires. L'Espagne signe alors son retrait avec le Maroc et la Mauritanie, qui se partagent aussitôt le territoire. S'ensuit un long conflit avec le Polisario et la construction d'un mur marocain de 2700 km, jusqu'au cessez-le-feu de 1991. Depuis lors, les tentatives onusiennes se multiplient pour tenter de sortir de l'impasse. En vain.

PFY

HISTOIRE VIVANTE

RTS LA 1ÈRE Radio: lu-ve: 13h30  
TV: Mohammed VI,  
les limites du pouvoir  
Di: 21h50 Lu: 23h45

Voir le documentaire dès maintenant

+ RTS [histoirevivante.ch](http://histoirevivante.ch)